

## Déclaration de politique budgétaire pour l'exercice 2015

### 1. Déclaration de responsabilité

La déclaration de politique budgétaire qui suit a été préparée par renvoi aux articles 9 et 10 de la Loi No. 6 de 1998 relative aux Finances publiques et à la Gestion économique (FPGE) et en conformité avec leurs dispositions.

Selon l'article 9, le gouvernement est tenu :

- de préciser ses politiques économiques et financières, notamment celles touchant à des variables économiques et fiscales clés ; et
- d'indiquer la discipline qu'il respectera dans le cadre de ses transactions économiques et financières.

Selon l'article 10, le gouvernement est tenu :

- de faire état des **objectifs à long terme** de sa politique fiscale en termes des principales variables économiques et fiscales ;
- de préciser les **priorités stratégiques** essentielles qui orienteront la préparation du budget ;
- d'indiquer quelles sont les **cibles** du gouvernement en matière de variables économiques et fiscales ; et
- de fournir une assurance que les objectifs à long terme énoncés dans la déclaration sont :
  - a. compatibles avec les principes de gestion fiscale responsable stipulés à l'article 22 de la loi FPGE ; et
  - b. cohérents par rapport à la déclaration de politique budgétaire pour l'exercice antérieur – c'est-à-dire que les politiques sont restées constantes dans le temps, ou, dans le cas contraire, que des justifications ont été apportées à l'appui des divergences.

Conformément à l'article 10, le gouvernement confirme que les objectifs de politique fiscale, les priorités stratégiques et les intentions sont compatibles avec les principes de gestion fiscale responsable tels que stipulés à l'article 22 de la Loi FPGE de 1998 et, dans l'ensemble, cohérents par rapport à la politique budgétaire de 2014.



Le Premier Ministre et Ministre par intérim des  
Finances et de la Gestion Economique

Hon. Moana CARCASSES Katokai Kalosil (MP)



Le Directeur général par intérim  
Ministère des Finances et de la  
Gestion Economique  
Letlet August

## 2. Politiques économiques et financières

La Loi FPGE de 1998 stipule les principes d'une gestion fiscale responsable. Ceux-ci exigent que le gouvernement applique des politiques budgétaires qui :

- garantissent que les emprunts du gouvernement soient maintenus à des niveaux gérables ;
- permettent d'entretenir les avoirs de l'Etat en bon état ;
- permettent de gérer les risques fiscaux avec prudence ;
- maintiennent les taxes à des taux stables et prévisibles.

La plus haute priorité du gouvernement pour ce qui est du budget de 2015 est de stimuler la croissance économique du pays et d'améliorer le bien-être de tous les Ni-Vanuatu d'une manière financièrement durable et sans compromettre la croissance future.

Le gouvernement y parviendra par une bonne gestion des finances publiques et l'application de politiques fiscalement responsables. L'article 22 de la loi FPGE exige que le gouvernement s'en tienne à un ensemble de principes de gestion fiscale responsable bien définis, qui sont énoncés dans l'encadré ci-contre.

### Principes de gestion fiscale responsable

1. Gérer l'ensemble de la dette publique à des niveaux prudents, de façon à aménager un système tampon en prévision de facteurs qui pourraient avoir un effet néfaste sur le montant total de la dette publique à l'avenir. Pour ce faire, il faut veiller à ce que les dépenses globales totales de l'Etat au cours de chaque exercice soient inférieures aux recettes globales totales du même exercice, à moins d'être parvenu aux niveaux en question ;
2. Réaliser et maintenir une valeur nette publique à des niveaux qui permettent d'interposer une zone tampon en prévision de facteurs qui pourraient avoir un effet néfaste sur cette valeur à l'avenir ;
3. Gérer avec prudence les risques fiscaux auxquels l'Etat est exposé ; et
4. Poursuivre des politiques qui soient compatibles avec un degré de prédiction raisonnable quant au niveau et à la stabilité des taux d'imposition dans les années à venir.

## 3. Politiques budgétaires

Les politiques budgétaires du gouvernement découlent de l'application des "Principes de gestion fiscale responsable", article 22 de la loi FPGE de 1998. Elles comprennent :

1. les priorités budgétaires pour l'exercice 2015 ;
2. les cibles économiques et fiscales pour 2015 ; et
3. les objectifs fiscaux à long terme.

### ***a) Les priorités budgétaires pour l'exercice 2015***

Les priorités budgétaires ont été arrêtées en fonction du cadre national de politique globale prévu dans les documents de planification nationale (PAP et PLAC) et reconnu aussi dans la liste des priorités sur 100 jours établie par le Premier ministre. En 2015, le gouvernement mettra davantage l'accent sur la valorisation des secteurs productifs afin de favoriser la croissance de l'économie.

Les priorités fondamentales de la politique stratégique en 2015 s'énoncent comme suit :

- Augmenter les crédits à la pêche, l'agriculture, la sylviculture, l'élevage et la quarantaine afin de stimuler les exportations et relever les recettes ;
- Augmenter les affectations au secteur de l'industrie, aux coopératives et aux entreprises Ni-Vanuatu, au Service du Tourisme, ainsi qu'au TBT & SPS afin de stimuler les liens entre le commerce, le tourisme, l'investissement et la participation du secteur privé de façon à favoriser la création d'emplois et les exportations ;
- Renforcer le soutien à la politique étrangère pour continuer de rehausser le dialogue avec l'extérieur et attirer davantage d'aide pour le pays ;
- Continuer d'affecter des moyens pour les apports du gouvernement à des projets publics et la création et l'habilitation d'un régulateur indépendant du secteur maritime de Vanuatu, avec un renforcement du Service des Ports et de la Marine, et augmenter le soutien au secteur de l'aviation civile dans le but de favoriser un développement social et économique équitable ;
- Augmenter l'attribution de moyens pour faire enregistrer les terres dans les règles, conformément aux lois sur les terres, et les faire respecter (processus de transactions foncières justes) partout dans l'archipel ;
- Augmenter les crédits et l'accès à des services et des programmes de qualité pour les jeunes à tous les niveaux dans le pays entier, en se focalisant davantage sur les mini-jeux du Pacifique en 2017 ;
- Augmenter l'affectation de moyens aux services de santé pour les améliorer et mettre en oeuvre la politique démographique nationale de Vanuatu ;
- Augmenter les crédits pour renforcer les directives de politique du chef de l'exécutif et s'assurer que des mesures appropriées sont mises en place pour maintenir l'ordre (sécurité) ;
- Maintenir le soutien au développement des ressources humaines nationales, axé sur une optimisation de la croissance économique du pays, l'amélioration la qualité des aboutissements pédagogiques, avec un accès plus équitable à l'éducation et au développement des compétences dans tous les secteurs.

### ***b) Les politiques fiscales***

Le gouvernement continuera de gérer efficacement son budget en 2015 d'une manière conforme à la Loi sur les Finances publiques et la Gestion économique. En outre, le gouvernement continuera d'appliquer des politiques saines qui encouragent la croissance sous l'impulsion du secteur privé dans toutes les communautés de Vanuatu. Ces politiques veilleront aussi à ce que les entreprises d'Etat restent productives à terme.

### ***c) Mise à jour économique de l'exercice 2014***

## **Perspectives économiques dans le monde (PEM)**

Après plusieurs années de croissance décevante, les dernières estimations publiées par le Fonds Monétaire International (FMI) en avril suggèrent que l'économie mondiale commence à se redresser lentement. La reprise est entraînée principalement par les grandes économies avancées (EA) (G7) et appuyée par les économies émergentes et en développement (EED). La croissance dans les grandes EA devrait désormais, selon les prévisions, progresser de 2,3 pour cent en 2014 et de 3,0 pour cent en 2015 – avec les Etats-Unis et l'Allemagne en tête. Parallèlement à cela, les économies de marché émergentes (EME) devraient connaître une croissance de 5,0 pour cent en 2014 et de 5,4 pour cent en 2015. La courbe de croissance actuelle dans les EA vient d'interventions opportunes à la suite de la crise économique mondiale (CEM) de 2007/2008, grâce au redressement opportun des bilans des banques assorti de politiques appropriées qui ont aidé à ramener la confiance dans le système bancaire. Ceci a stimulé la demande extérieure réelle, qui est désormais pressentie croître d'un point de pourcentage de plus cette année, de 2,0 pour cent, contre 1,0 pour cent en 2013. De ce fait, il y a eu une augmentation du volume des échanges internationaux. Les investissements internationaux ont enregistré une forte poussée en 2013, qui devrait continuer en 2014, appuyée par la croissance dans les économies émergentes et en développement en Asie (EEDA), de 42,7 pour cent, suivies par l'Amérique Latine (AL), avec environ 21,1 pour cent, et favorisée par la croissance dans les EA de l'ordre de 20 pour cent.

Les indicateurs des marchés financiers signalent que la reprise économique est déjà amorcée, avec l'écart de production (qui se mesure en pourcentage de production potentielle) dans la majorité des pays pressenti se réduire au cours de la période prévisionnelle. Qui plus est, il y a lieu d'anticiper que le rétrécissement de l'écart de production engendre des pressions inflationnistes à moyen terme, avec un taux d'inflation prédit augmenter de 8,0 pour cent en Inde, de 3,0 pour cent en Chine, de 2,3 pour cent en Australie et de 2,2 pour cent au Royaume Uni. Dans le même temps, le taux d'inflation dans les EA est prévu progresser d'un peu plus de 2,0 pour cent en moyenne. Les politiques monétaires vont, par anticipation, commencer à se contracter progressivement pour compenser l'évolution attendue de l'inflation. Cette tendance va de pair avec la décision de la Banque de réserve fédérale de réduire le relâchement quantitatif prévu (diminution progressive). Par ailleurs, la plupart des banques centrales vont revoir leurs principaux taux directeurs et donc la valeur de leur monnaie nationale. Une telle mesure pourrait déstabiliser les mouvements de capitaux pour ceux qui cherchent des rendements plus élevés, notamment dans les EME.

Au fur et à mesure que la demande extérieure s'intensifie dans les EA, assortie de meilleures conditions d'offre, le prix des principaux produits de base va commencer à fléchir, favorisant une expansion de la production et faisant encore davantage pression à la baisse sur le cours du pétrole et du gaz naturel. Comme le pétrole rentre dans le processus de production, cela signifie que les prix à la sortie de production vont diminuer, donc que les ménages seront plus à l'aise, et les entreprises pourront recommencer à accumuler des bénéfices et générer des emplois. Toutefois, le développement du secteur de l'industrie restera terne, sous l'effet de prix mitigés pour la majorité des métaux. Cette tendance est pressentie se poursuivre au cours des prochaines années, ce qui veut dire que l'activité dans le secteur de la construction sera faible à l'avenir.

## **Perspectives économiques du Vanuatu (PEV)**

La chute attendue des prix mondiaux de produits de base va toucher la production agricole du pays, surtout au plan commercial, tandis que la demande intérieure est pressentie stimuler l'agriculture de subsistance. Les agriculteurs locaux vont être obligés de réduire la production, ce qui va toucher les exportations (de biens) et donc les rentrées de devises étrangères. De ce fait, la production agricole totale est pressentie progresser plus ou moins au ralenti en 2014 de 2,3 pour cent, de 2,5 pour cent en 2015, avant de reprendre en 2017 de 3,8 pour cent. Le recul attendu de la production va être compensé par une croissance prévisionnelle de 6,3 pour cent de la valeur des importations en 2014, ce qui va mettre la pression sur les réserves officielles brutes.

La politique fiscale devrait stimuler la croissance économique au cours des prochaines années grâce aux réformes structurelles que poursuit le gouvernement. Dans cette expectative, le gouvernement s'attend à faire l'acquisition d'autres immobilisations par le biais de prêts à des conditions de faveur, d'une valeur estimée de l'ordre de VT950 millions cette année qui va atteindre plus de VT4,0 milliards d'ici 2016, ce qui stimulera les recettes provenant de la TVA. La mise en oeuvre escomptée de projets soutenus par le gouvernement devrait favoriser l'activité économique, notamment dans le secteur de production industrielle. Par conséquent, on s'attend à ce que le secteur de la construction prenne de l'essor, entraînant la création d'emplois et une hausse de la consommation des ménages.

Parallèlement à cela, la reprise du secteur des services devrait continuer à moyen terme, renforcée par un volume croissant de voyageurs et de transports. A cet égard, les mouvements de voyageurs internationaux dépendent des conditions de demande dans les pays voisins, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, la majorité des visiteurs arrivant en provenance de l'Australie. En attendant, les conditions de demande externe ont un impact direct sur la valeur des devises, aussi bien nationale qu'étrangères, ce qui influe sur le nombre de visiteurs venant au Vanuatu.

La politique monétaire, qui a été très flexible, restera inchangée, conformément aux fondements économiques actuels. Les liquidités persistantes dans le système bancaire continueront de soutenir l'activité économique intérieure. Toutefois, au fur et à mesure que la pression des dépenses s'accroîtra, il faudra s'attendre à ce que la politique monétaire accommodante en vigueur soit inversée pour lutter contre les pressions inflationnistes. A cet effet, la Banque de Réserve de Vanuatu (BRV) pourrait modifier son taux de dépôt de réserve légale (DRL) en conséquence, tout en poursuivant ses opérations sur le marché libre pour veiller à maintenir un niveau de liquidité suffisant, de façon à bien gérer les perspectives inflationnistes. Pour l'essentiel, des pressions commenceront à se faire sentir sur le taux directeur de la BRV dès lors que les banques centrales dans les grandes EA ajusteront leur taux directeur principal pour l'adapter au développement de la demande extérieure réelle. Cela va probablement entraîner des mouvements de capitaux, touchant le stock d'investissements directs, les investisseurs recherchant le meilleur rendement possible pour leurs investissements.

La mise en oeuvre de plusieurs projets publics va amplifier la masse monétaire sous l'impulsion de dépôts de devises étrangères. On s'attend à ce que la hausse de la masse monétaire favorise le crédit dans le secteur privé, relevant la valeur nette des banques de dépôts monétaires (BDM). Par ailleurs, les actifs intérieurs commenceront à s'amplifier petit à petit, et, avec les conditions financières extérieures favorables qui sont escomptées, les avoirs nets étrangers (ANE) des banques commerciales devraient augmenter. Par contre, la contraction attendue dans la production agricole à des fins commerciales va toucher l'exportation de biens, et donc les rentrées de devises étrangères. Par ailleurs, la faible capacité de production devrait être compensée par la valeur d'importations massives escomptées, qui, en conjugaison avec l'importation de matériaux associés à la construction, vont mettre la pression sur le niveau des réserves officielles brutes dans un proche avenir.

Dans cette expectative, la BRV interviendra opportunément pour ajuster la monnaie du vatu par rapport aux monnaies des partenaires commerciaux. Cette mesure est pressentie stabiliser les taux de change Vatu/USD pour garantir la stabilité à terme du taux de change nominal réel. L'intervention devrait aussi avoir pour effet de maintenir un niveau de réserves adéquat. Les taux de change réels bilatéraux entre le vatu et les monnaies des principaux partenaires commerciaux sont pressentis se normaliser à terme, sauf en ce qui concerne le dollar US qui va s'apprécier légèrement, du fait de la conjoncture américaine.

Conjuguées, toutes ces politiques économiques vont accélérer la croissance économique intérieure de 3,6 pour cent cette année selon les prévisions, après la lente progression estimée à 2,2 pour cent en 2013. De plus, la croissance économique est pressentie se poursuivre à 5,3 pour cent en moyenne au cours des deux prochaines années, avant de se stabiliser à 3,6 pour cent en 2017. La croissance rapide au cours des deux prochaines années va probablement dépasser le potentiel du pays, ce qui va induire des pressions sur les salaires, les entreprises se faisant concurrence pour obtenir les ressources insuffisantes. Ceci va à son tour, déstabiliser l'évolution des prix dans l'économie. Toutefois, les taux de salaires étant un point sensible au Vanuatu, il semblerait peu probable que les pressions inflationnistes attendues proviennent des conditions de la demande intérieure, mais plutôt de l'extérieur, et notamment de l'importation de matériaux associés à la construction.

#### ***d) Gestion du budget***

Le budget de 2015 sera géré d'une manière conforme à la Loi sur les Finances publiques et la Gestion économique. Le gouvernement veillera à ce que le régime fiscal en vigueur soit administré, appliqué et respecté avec rigueur pour apporter le financement nécessaire pour couvrir les programmes de dépenses et les activités du gouvernement. Par ailleurs, le gouvernement continuera à s'efforcer de gérer la dette publique et de mettre en pratique des mesures en termes des recettes et dépenses pour parvenir à équilibrer le budget en 2015.

#### ***e) Dette publique et emprunts du gouvernement***

Le gouvernement continuera de gérer la dette publique à un niveau prudent et raisonnable en 2015 et dans les années suivantes. A compter de 2015, tous nouveaux emprunts seront axés sur la productivité, à savoir des projets d'investissement en capital qui rehausseront la croissance économique et favoriseront la capacité de remboursement des emprunts à l'avenir hérités par les générations futures. De plus, le remboursement de la dette publique va dépendre des recettes perçues et de l'application des programmes de dépenses.

#### ***f) Recettes et taxes***

La mise en oeuvre des programmes de dépenses et activités du gouvernement va dépendre des recettes qu'il percevra et des emprunts qu'il pourra contracter. Par conséquent, en 2015, le gouvernement continuera de mettre l'accent sur la perception de recettes en renforçant l'administration, l'application et le respect des taxes en vigueur pour relever les recettes. Le gouvernement étudiera également la possibilité de mettre en pratique les initiatives du plan directeur des recettes qui ont été identifiées lors de la retraite gouvernementale de 2013.

#### ***g) Directives concernant les dépenses par programme***

Le gouvernement continuera de s'assurer que des financements sont en place pour couvrir ses projets de dépenses et ses activités. Les programmes de dépenses du gouvernement pour 2015 seront gérés en

respectant la Loi FPGE. La procédure de demande de fonds et d'accès sera liée aux priorités de principe stratégiques de 2015, visant à améliorer le bien-être de la population et en même temps, à favoriser la croissance économique.

En 2014, le gouvernement avait affecté des crédits pour couvrir le paiement des indemnités de fin de service. Or, il reste encore d'énormes sommes à payer au titre des indemnités légales d'ancienneté au sein de l'administration. Le gouvernement a mis au point une stratégie pour commencer à y faire face.

De plus, en 2015, l'accès à des fonds et leur emploi seront gérés suivant les cibles budgétaires. Essentiellement, le gouvernement va continuer à imposer une discipline fiscale rigoureuse et réellement mettre en oeuvre des décisions prises par le passé par le CDM selon que de besoin pour contrôler les programmes de dépenses et s'assurer qu'ils respectent les cibles budgétaires.

#### ***4. Nouvelles propositions de principe***

Le gouvernement continuera d'attribuer des crédits de fonctionnement pour les nouvelles propositions de principe (NPP) qui sont compatibles avec ses priorités stratégiques énoncées au point 3.a).

Les NPP seront prises en considération en 2015 uniquement si elles :

- peuvent être prises en compte dans le cadre de l'enveloppe fiscale totale ;
- ont été bien étudiées et consistent en des propositions précises susceptibles de renforcer les orientations et programmes clés du gouvernement ;
- s'inscrivent dans la capacité du ministère de les mettre en oeuvre dans les délais suggérés ;
- sont susceptibles d'amplifier et de développer la capacité et le taux de croissance économique du pays ; et
- sont financièrement durables si elles sont pressenti devenir une activité de fonctionnement.

Le budget de 2015 inclura des NPP financées par des bailleurs de fonds. Par conséquent, le gouvernement va continuer à insister sur l'importance d'utiliser les systèmes financiers du gouvernement pour financer des programmes de dépenses qui vont de pair avec les priorités du gouvernement.

#### ***5. Cibles économiques et fiscales pour 2015***

Conformément à la Loi sur les Finances publiques et la Gestion économique, le gouvernement va continuer de poursuivre des politiques visant à parvenir à un budget équilibré en 2015. Le taux de croissance économique en 2015 est prévu être de l'ordre de 4,9 pour cent en termes réels, tandis que le taux d'inflation devrait être de l'ordre de 1,5 pour cent.

<b>Cibles budgétaires pour 2015</b>	<b>Objectifs fiscaux à long terme</b>
<b>Balance budgétaire</b> Budget équilibré	Balance de fonctionnement positive à moyen terme
<b>Recettes</b> Recettes de fonctionnement estimées prévisionnellement à au moins 18,0	Une base de recette large, avec des recettes suffisantes pour satisfaire à l'objectif de balance budgétaire. Recettes de

pour cent du PIB	fonctionnement doivent atteindre au moins 22 pour cent du PIB.
<b>Dépenses</b> Dépenses de fonctionnement estimées prévisionnellement à 17,0 pour cent du PIB	Dépenses compatibles avec l'objectif de balance budgétaire
<b>Endettement</b> La dette publique reste à un niveau gérable	L'endettement maintenu à des niveaux prudents de sorte que sa part du PIB reste inférieure à 40,0 pour cent
<b>Croissance économique</b> Croissance prévisionnelle à 4,9 pour cent	La moyenne du taux de croissance économique annuel au moins supérieure au taux de croissance démographique (2,3 pour cent)
<b>Inflation</b> Inflation prévisionnelle entre 2,0 et 3,0 pour cent	Le taux d'inflation annuel reste entre 0 et 4,0 pour cent

## 6. Conclusion

Les "Principes de gestion fiscale responsable" guideront la préparation du budget national de l'exercice 2015 qui mettra davantage l'accent sur l'affectation de crédits aux politiques et priorités gouvernementales en cours.

La Loi FPGE [Chap. 244] guidera l'application du budget 2015 et le gouvernement restera prudent dans toutes ses prises de décisions, pour s'assurer que les cibles de recettes et de dépenses soient toutes deux atteintes afin de parvenir à un excédent budgétaire en 2015. Par conséquent, le gouvernement continuera de faire preuve de prudence fiscale tout en favorisant la croissance économique et en relevant le revenu par habitant pour la population.